

A défaut de preuves en ce qui concerne les frais de ménage aucune réduction sera accordée.

— Pour l'hébergement de plusieurs enfants :

Lorsque plusieurs enfants de la même famille sont soumis simultanément, mais sans tenir compte de la durée de présence, au barème fixé sous 1, la participation financière due pour chaque enfant est diminuée de 100 F.

Pour un troisième enfant à charge de la famille, une réduction journalière de 25 F est accordée. Pour chaque enfant supplémentaire à charge, une réduction journalière de 10 F est accordée.

Le montant global, payé par un ménage pour l'hébergement de plusieurs enfants, ne peut être inférieur à la redevance normalement due pour l'hébergement d'un seul enfant.

L'assistant(e) social(e) vérifie la simultanéité du placement lorsque deux enfants ne sont pas confiés ensemble à la même institution ou au même service.

— Fréquentation à mi-temps (enfants en-dessous de trois ans) :

En cas de fréquentation à mi-temps des institutions ou services visés par le présent arrêté, la participation financière des parents est fixée à 50 p.c. du montant de la redevance normalement due.

Par fréquentation à mi-temps, il y a lieu d'entendre un séjour qui n'excède pas cinq heures (avec un seul repas).

d) Placement par pouvoirs publics.

Le montant de la participation financière des pouvoirs publics qui supportent les frais de placement des enfants est fixé à 270 F.

e) Paiement de la participation.

La participation financière des parents peut faire l'objet d'un paiement de la participation.

Une redevance de réservation, au moins égale au minimum absolu de la participation, peut être demandée en cas d'absence non justifiée d'un enfant inscrit. Elle sera toutefois limitée à 25 p.c. du montant normalement dû.

f) Accueil de jour extra-scolaire (enfants de trois à six ans).

La participation déterminée ci-dessus pour l'accueil extra-scolaire de l'enfant est fixée en raison de la durée de l'accueil de l'enfant étant entendu que pour la présence d'un enfant pendant moins de trois heures il sera demandé un tiers de la participation, pour la présence de trois à cinq heures la moitié, et pour plus de cinq heures une journée entière.

Lorsque l'accueil extra-scolaire de l'enfant est étalé sur des époques différentes de la journée, les heures de présence seront cumulées pour le calcul de la participation des parents.

Le montant de la participation journalière ne peut en aucun cas être inférieur à 50 F par jour et par enfant.

g) Accueil de jour et de nuit.

La participation des parents pour l'accueil de jour et de nuit d'un enfant est fixée à une fois et demi le montant fixé ci-dessus.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 19 août 1985.

Le Ministre communautaire de la Famille et du Bien-être,
R. STEYAERT

Le Ministre communautaire de la Politique de Santé,
R. DE WULF

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 85 — 1852

5 JUILLET 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant organisation du Service du budget de la Direction d'Administration des Finances

Nous, Exécutif de la Communauté française

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 13 et 87;

Vu la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la création d'une fonction d'officier budgétaire est nécessaire pour le bon fonctionnement de la procédure d'élaboration budgétaire et que celle-ci doit être entreprise sans délai pour l'exercice 1986;

Considérant que l'urgence est ainsi motivée;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président chargé du Budget et vu la délibération de l'Exécutif en date du 5 juillet 1985,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Le titre et la fonction d'officier budgétaire sont créés au Secrétariat général et dans chaque direction générale du Ministère de la Communauté française.

Art. 2. Le titre et la fonction, créés à l'article 1^{er}, sont indépendants de tout grade statutaire des agents de la Communauté française et ne sont assortis d'aucune échelle barémique de traitement.

Art. 3. Sur proposition des directeurs généraux, les officiers budgétaires sont désignés par le Secrétaire général parmi les agents des niveaux 1 et 2.

Art. 4. Le service du budget de la Direction d'Administration des Finances est chargé de la coordination des travaux d'élaboration du budget pour l'ensemble du Département, en collaboration avec les officiers budgétaires des directions générales, principalement pour :

- la rédaction et la diffusion des instructions;
- la coordination des propositions budgétaires des services ordonnateurs pour l'ensemble du budget;
- la transmission desdites propositions à l'Inspection des Finances et au Ministre qui a le budget dans ses attributions;
- la convocation et le secrétariat des réunions d'examen et de concertation budgétaire;
- la convocation et les relations avec les officiers budgétaires pendant les travaux parlementaires relatifs au budget;
- l'impression, le collationnement et la publication du budget au *Moniteur belge*.

Art. 5. La fonction attribuée aux agents, désignés conformément à l'article 3 et qui n'est pas exclusive d'autres fonctions, comprend, outre les missions spécifiques qui pourraient leur être confiées, notamment celles détaillées ci-après :

- la coordination des travaux d'élaboration du budget par section budgétaire et par direction générale;
- la réception et la diffusion des instructions et suite utile;
- l'élaboration des propositions budgétaires et du programme justificatif;
- la transmission desdites propositions au service du budget de la Direction d'Administration des Finances;
- la justification et la correction des propositions au cours des réunions d'examen et de concertation budgétaire;
- le suivi du rythme de consommation des crédits courants et des dépenses de capital en ce compris l'exécution du programme d'investissements;
- l'établissement d'un rapport trimestriel quant à l'exécution des mesures susvisées.

L'officier budgétaire désigné exerce une fonction analogue dans le cas où des délibérations budgétaires d'ajustement s'imposent en cours d'exercice par application de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963.

Art. 6. Notre Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juillet 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures

Ph. MOUREAUX

—
VERTALING

—
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 1852

5 JULI 1985. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve houdende organisatie van de Begrotingsdienst van de Bestuursdirectie van Financiën

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 13 en 87;

Gelet op de wet van 15 mei 1864 op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het werd gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het creëren van het ambt van begrotingsambtenaar noodzakelijk is voor de goede werking van de opmakingsprocedure van de begroting en dat deze onverwijld dient te worden begonnen voor het boekjaar 1986;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid aldus met redenen omkleed is;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter belast met de begroting en gelet op de beraadslaging van de Executieve op datum van 5 juli 1985,

Besluiten :

Artikel 1. De titel en het ambt van begrotingsambtenaar worden gecreëerd bij het Secretariaat-generaal en bij elke algemene directie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De titel en het ambt die bij artikel 1 gecreëerd worden, zijn onafhankelijk van elke statutaire graad van de ambtenaren van de Franse Gemeenschap en zijn op geen enkele weddeschaal afgestemd.

Art. 3. Op de voordracht van de Directeurs-generaal worden de begrotingsambtenaren door de Secretaris-generaal aangewezen onder de ambtenaren van niveau 1 en 2.

Art. 4. De begrotingsdienst van de Bestuursdirectie van Financiën is belast met de coördinatie van de opmakingswerken van de begroting voor het gehele departement, in samenwerking met de begrotingsambtenaren van de algemene directies, hoofdzakelijk voor :

- het opstellen en de verspreiding van de instructies;
- de coördinatie van de begrotingsvoorstellen van de ordonnantiediensten voor het geheel van de begroting;
- het overmaken van voornoemde voorstellen aan de Inspectie van Financiën en aan de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;
- de oproeping en het secretariaat voor de vergaderingen van begrotingsonderzoek en -overleg;
- de bijeenroeping en de betrekkingen met de begrotingsambtenaren tijdens de parlementaire werken in verband met de begroting;
- het drukken, de collationering en de bekendmaking van de begroting in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De functie die toegekend wordt aan de ambtenaren, die overeenkomstig artikel 3 worden aangewezen en die niet overeenigbaar is met andere functies, omvat, buiten de specifieke opdrachten die hen zouden kunnen toevertrouwd worden, in het bijzonder deze die hierna uitvoerig zijn beschreven :

- de coördinatie van de opmakingswerken van de begroting per begrotingsafdeling en per algemene directie;
- de ontvangst en de verspreiding van de instructies en het nuttige gevolg;
- het opmaken van de begrotingsvoorstellen en van het rechtvaardigingsprogramma;
- het overmaken van voornoemde voorstellen aan de Begrotingsdienst van de Bestuursdirectie van Financiën;
- de rechtvaardiging en de verbetering van de voorstellen tijdens de vergaderingen van begrotingsonderzoek en -overleg;
- het volgen van het verbruiksritme van de lopende kredieten en van de kapitaaluitgaven met inbegrip van de uitvoering van het investeringsprogramma;
- het opmaken van een trimestrieel verslag betreffende de uitvoering van bovenbedoelde maatregelen.

De aangewezen begrotingsambtenaar neemt een analoog ambt waar ingeval beraadslagingen voor aanpassing van de begroting noodzakelijk zijn, tijdens het boekjaar bij toepassing van artikel 24 van de wet van 28 juni 1963.

Art. 6. Onze Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 juli 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,
belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen

Ph. MOUREAUX

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 27 avril 1984 sont nommés chevalier de l'Ordre de Léopold :

MM. :

Gilbert, Hendrik H.L., chef administratif du Comité de protection de la jeunesse à Bruges.

Prise de rang : 8 avril 1984.

Verschaete, Paul F.J., chef administratif du Comité de protection de la jeunesse à Gand.

Prise de rang : 8 avril 1984.

Par arrêté royal du 18 mai 1984 sont nommés chevalier de l'Ordre de Léopold :

MM. :

De Geyter, Alfonsius F., traducteur principal.

Prise de rang : 15 novembre 1983.

Heylen, Willy E.A., architecte.

Prise de rang : 15 novembre 1983.

Santermans, Achille A.R., architecte principal.

Prise de rang : 15 novembre 1983.

Woussen, André J., dessinateur en chef.

Prise de rang : 15 novembre 1983.

Ils porteront la décoration civile.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 27 april 1984 worden benoemd tot ridder in de Leopoldsorde :

De heren :

Gilbert, Hendrik H.L., bestuurschef bij het Jeugdbeschermingscomité te Brugge.

Ranginneming : 8 april 1984.

Verschaete, Paul F.J., bestuurschef bij het Jeugdbeschermingscomité te Gent.

Ranginneming : 8 april 1984.

Bij koninklijk besluit van 18 mei 1984 worden benoemd tot ridder in de Leopoldsorde :

De heren :

De Geyter, Alfonsius F., eerste vertaler.

Ranginneming : 15 november 1983.

Heylen, Willy E.A., architect.

Ranginneming : 15 november 1983.

Santermans, Achille A.R., eerstaanwendend architect.

Ranginneming : 15 november 1983.

Woussen, André J., hoofdtekenaar.

Ranginneming : 15 november 1983.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.